



## PASSAGE DE L'HIVER ET URGENCE CLIMATIQUE

100 % libres  
...100 % vous !

### La mobilisation des salariés d'EDF pour assurer la sécurité énergétique des Français interdit de dire n'importe quoi

Le monde politico-médiatique tente de faire croire que les salariés doivent faire passer l'intérêt général avant la défense de leur pouvoir d'achat rogné par l'inflation tout en trouvant légitime que les actionnaires, au premier rang desquels se trouve le monde de la finance, soient choyés par les dividendes et les rachats d'actions. La CFE Énergies dénonce la petite musique gouvernementale qui pourrait laisser entendre que les salariés d'EDF seraient responsables de la situation de leur entreprise à l'aube d'un hiver électrique qui s'annonce effectivement tendu.

Si Elisabeth Borne a su soutenir la mobilisation des salariés d'EDF pour assurer le service public de l'électricité, reconnu comme essentiel en pleine crise de la COVID, c'est parce que ces salariés ont le sens du service public chevillé au corps. Cet engagement a de nouveau été sans faille à l'automne 2020 dans la vallée de la Roya, comme il l'a été depuis la tempête Lothar de 1999 dans la gestion des crises climatiques à répétition, en métropole comme dans en Outre-Mer. Le Gouvernement ne peut pas avoir la mémoire aussi courte.

L'engagement des salariés d'EDF à servir les Français et à faire passer la sûreté et l'intérêt général avant toute autre considération, a toujours été sans faille. C'est insulter leur sens des responsabilités que d'insinuer, parce qu'ils refusent une perte majeure de pouvoir d'achat, qu'ils ne seraient pas au rendez-vous de l'hiver prochain. Nier leur mobilisation générale pour trouver des solutions à une situation sans précédent, et leur expertise technique mobilisée pour mettre sur pied des innovations qui sont des premières mondiales, c'est tout aussi scandaleux.

Dans ce contexte, la CFE Énergies tient à rappeler que ce ne sont pas les salariés, profondément attachés à leur entreprise et à leurs missions de service public, qui ont mis EDF à genoux ces vingt dernières années. Il est important de rappeler que l'État, en tant qu'actionnaire, a exigé des dividendes tellement démesurés qu'ils ont privé EDF des moyens d'investir, et qu'il a failli dans ses missions de contrôle en soutenant aveuglément des acquisitions anglo-saxonnes qui se sont avérées destructrices de valeur.

Un soutien tout aussi aveugle a été apporté depuis plus de vingt ans par l'État au dogme de la concurrence en acceptant les directives européennes libéralisant les marchés de l'énergie dont les Français comme les entreprises du pays constatent aujourd'hui les effets délétères. Tout à cette doxa concurrentielle, c'est bel et bien l'État qui, après avoir créé le TARTAM, a inventé en 2010 l'AReNH sur le dos d'EDF, et qui a décidé, au début de cette année, de saccager les finances d'EDF en offrant 20 TWh supplémentaires d'AReNH aux concurrents d'EDF, Total Énergies en tête.

Ce saccage financier d'EDF a été dénoncé par les salariés lors d'une grève massive en ce début d'année. Et pourtant, l'État n'a aujourd'hui aucune honte à justifier la renationalisation par son souci de donner à EDF les moyens d'investir dans la souveraineté énergétique du pays.

Quant à la sécurité d'alimentation électrique du pays, ce ne sont pas les salariés d'EDF qui la fragilisent, mais les décisions politiques et joyeux bricolages à visée électorale qui ont conduit à la fermeture des moyens pilotables de production d'électricité, qu'il s'agisse de Fessenheim ou des centrales au charbon, sans jamais écouter les mises en garde syndicales ni les alertes de l'ASN sur l'impérieuse nécessité de préserver les marges de sécurité du système électrique.

L'alimentation électrique des Français a été fragilisée par tous ceux qui ont estimé que la consommation d'électricité, au mieux, stagnerait, permettant ainsi de justifier ces fermetures, et qui ont affirmé que les énergies renouvelables intermittentes suffiraient à elles-seules à assurer la sûreté du système électrique, en occultant les conséquences de la gestion de cette intermittence

sur la performance du parc nucléaire. Ces « planificateurs simplistes » ont en outre oublié les conséquences du dérèglement climatique sur le système électrique.

Si on y ajoute la résistance bien tardive à la Commission européenne dans le dossier de la mise en concurrence des concessions hydroélectriques, et un mélange subtil d'inconstance et de procrastination qui a fragilisé la filière nucléaire française, la CFE Énergies considère que c'est avant tout du côté des gouvernements successifs qu'il faut chercher les responsabilités dans la fragilisation de l'électricien national et de la sécurité énergétique des Français !

Plus largement, l'abondance de textes législatifs dans l'énergie depuis plus de 15 ans révèle l'incapacité des gouvernements à bâtir une politique énergétique et climatique cohérente, protégeant les citoyens et intégrant la parole scientifique. Les enjeux énergétiques et climatiques exigent pourtant une planification de long terme dans le respect des lois physiques au lieu des chimères idéologiques et autres tergiversations coupables ou petits arrangements politico-électoraux. Ne leur en déplaise, la CFE Énergies rappelle que les gouvernements comme la Commission européenne n'ont pas le pouvoir de changer les lois de la physique, et en particulier les lois d'Ohm et de Kirchhoff, et que le système électrique comme le climat répondront toujours à celles-ci avant celles du marché et de la finance.

Les scientifiques, au sein du GIEC ou ailleurs, ont pourtant prévenu que le dérèglement climatique impose de décarboner vite et fort et donc de disposer de davantage de capacités pilotables bas carbone d'électricité. Ne serait-ce que parce que les grandes périodes caniculaires s'accompagnent bien souvent de hautes pressions sans vent et que le photovoltaïque perd de son efficacité à plus de 25 °C.

Les salariés d'EDF ne sont nullement les premiers responsables de la situation actuelle de leur entreprise. Ils sont résolument mobilisés pour réussir le prochain passage de l'hiver et à plus long terme réussir les défis de la décarbonation par l'électrification, de la souveraineté, de la réindustrialisation et de la sécurité énergétique, en France et plus largement en Europe, mais sûrement pas au prix d'une perte significative de leur pouvoir d'achat.

La CFE Énergies demande donc au Gouvernement d'arrêter de tenir un discours insultant pour les salariés, de cesser de nier ses propres responsabilités et de laisser le dialogue social au sein d'EDF faire une nouvelle fois la preuve de sa qualité, tout en évitant les réformes sociales régressives menées à la hussarde.

S'il veut réellement répondre à l'urgence climatique, la CFE Énergies demande au Gouvernement de faire confiance à la parole des ingénieurs et techniciens, hommes et femmes de l'art, ceux d'EDF, mais aussi ceux de l'ASN, du CEA, de MétéoFrance, du CEREMA ou de la DGEC. Il doit tout autant changer de logiciel : au dogme de la concurrence et à la théorie du ruissellement, il doit substituer adaptation aux dômes de chaleur et réponse aux épisodes méditerranéens. Et s'il en doutait encore, le Gouvernement peut demander à McKinsey d'étudier l'impact de l'inaction climatique.